



CONSULTATION N° 01 - 2025 /C/ANOR/DG/CIPM/CCCM-BEC/2025 DU 16 MAI 2025

SUIVANT L'AUTORISATION DE GRE A GRE

N°04067-25/L/MINMAP/SG/DGMI/DMBEC/AJSL DU 16 MAI 2025 POUR LA RÉALISATION DES
ÉTUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES EN VUE DE LA CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE
SIÈGE DE L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITÉ (ANOR)

FINANCEMENT : BUDGET DE L'ANOR, EXERCICE 2025

1. Objet de la Consultation

La présente consultation vise la sélection de Cabinet d'Architecture ou de groupement de cabinet d'Architecture et Bureaux d'Etudes Technique (BET), justifiant des compétences dans les domaines des études architecturales, techniques, environnementales et socio-économiques des projets de bâtiments publics, en vue de la réalisation desdites études pour la construction d'un immeuble devant abriter le siège de l'ANOR au lieu-dit « Voirie Municipale », Arrondissement de Yaoundé III, Département du Mfoundi, Région du Centre.

La Commission des Marchés compétente est la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de l'ANOR (CIPM-ANOR).

La Commission Centrale de Contrôle des Marchés compétente est la Commission Centrale de Contrôle des Marchés des travaux de Bâtiments et des Equipements Collectifs.

2. Consistance des prestations

Le Prestataire se chargera d'effectuer les études architecturales et techniques et produira à cet effet :

- Un rapport d'étude d'esquisse ;
- Un Rapport d'Avant-Projet Sommaire (APS) ;
- Un Rapport d'Avant-Projets Détaillé (APD), des Spécifications Techniques Détaillées et du Projet d'Exécution des Ouvrages (STP/PEO) ;
- Et un rapport du Dossier de Consultation des Entreprises.

3. Tranches/Allotissement

Non applicable

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations objet de la présente consultation est de 250 000 000 (Deux cent

cinquante millions) Francs CFA TTC.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est de 06 (six) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux cabinets ci-après :

N°	Noms des CABINETS short listés	Adresses
1	ETS SPACE VITAL	B.P: 7211 Yaoundé, Tel : 677 67 17 17
2	FISCAGEST CONSULTING & CONTRACTOR	B.P: 5545 Yaoundé, Tél : 699 89 40 49
3	CABINET D'ARCHITECTURE EPOUNE/EDRAC-ASSISTANCE SARL	B.P: 16 495 Yaoundé, Tél : 675 565 019

7. Financement

Les prestations objet de la présente consultation seront financées par le budget de l'Agence des Normes et de la Qualité, exercice 2025, IMPUTATION : 59-39-004-01-01-02-000006/21110.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministère chargé des Finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont le montant s'élève à 5 000 000F.CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC). Absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier de Consultation

Le Dossier de Consultation (DC) peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances, Service des Marchés et Contrats) sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, B.P. 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier de Consultation

Non applicable

12. Remise des offres

L'offre doit être soumise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **24 juin 2025 à 14h30**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur une clé USB ou un CD/DVD doit être envoyée dans une enveloppe scellée avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de l'indication mentionnée ci-dessus, dans le délai fixé. Taille et format des fichiers Les tailles maximales des documents qui transiteront sur la plateforme et constitueront l'offre du soumissionnaire sont les suivantes

- 5 MB pour le dossier administratif ;
- 15 Mo pour l'offre technique ;
- 5 MB pour l'offre financière.

Les formats suivants sont acceptés :

- PDF pour les documents textes ;
- JPEG pour les images.

Le candidat utilisera un logiciel de compression pour réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

**« CONSULTATION N° 001/C/ANOR/DG/CIPM/CCCM-BEC/2025 DU 16 MAI 2025
SUIVANT L'AUTORISATION DE GRE A GRE**

**N°04067-25/L/MINMAP/SG/DGM/DMBEC/AJSL DU 16 MAI 2025 POUR LA RÉALISATION DES
ÉTUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES EN VUE DE LA CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE
SIÈGE DE L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITÉ (ANOR) »**

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de la consultation ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPDC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du dossier de consultation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du dossier de consultation, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 24 juin 2025 à 15h30 par le comité ad hoc.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 70 sur 100 points seront ouvertes par le même comité et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier du Dossier de Consultation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par le comité, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- D'une note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- La présentation générale de l'offre ;
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- Qualification et compétence des experts ;
- Solvabilité et capacités financières ;
- Le matériel nécessaire

N.B :

Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux distante par combinaison des critères techniques financiers et ou esthétiques.

17. Nombre maximum de lots :

Non applicable

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *60 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction de l'Administration et des Finances, Service des marchés et Contrats, Bastos Immeuble Ex Banque Mondiale, Porte R4, BP 14 966.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

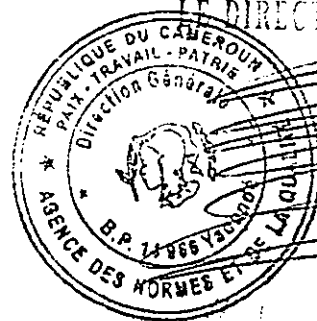
Yaoundé, le **11 9 JUN 2025**

Copies :

- MINMAP
- ARMP (pour archivage)
- DG/ANOR
- Président CIPM-ANOR
- Présidents de CCCM-BEC
- Affichage chrono

Le Directeur Général

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL (21)





**CONSULTATION No. 001/2025/ANOR/DG/CIPM/CCCM-BEC/2025 OF 16 MAY 2025 FOLLOWING
MUTUAL AUTHORISATION (GRE A GRE) No. 040675/ L/MINMAP/SG/DGMI/DMBEC/AJSL OF 16 MAY
2025 FOR THE CONDUCT OF ARCHITECTURAL AND TECHNICAL STUDIES FOR THE
CONSTRUCTION OF THE HEADQUARTERS OF THE AGENCY FOR STANDARDS AND QUALITY
(ANOR)**

FINANCING: ANOR BUDGET, FISCAL YEAR 2025

1. Purpose of the Consultation

The purpose of this consultation is to select an architectural firm or consortium of architectural firms and technical design offices (BET) with proven expertise in architectural, technical, environmental, and socio-economic studies for public building projects. These studies will be conducted for the construction of a building to house the ANOR headquarters at a location known as 'Voirie Municipale', Yaoundé III District, Mfoundi Department, Central Region.

The competent Contracts Commission is the Internal Contracts Commission of ANOR (CIPM-ANOR);

The competent Central Contracts Control Commission oversees building works and collective equipment contracts.

2. Scope of services

The Service Provider shall be responsible for carrying out architectural and technical studies and shall produce the following for this purpose:

- A preliminary study report,
- A preliminary design report (APS),
- A Detailed Preliminary Project Report (APD), Detailed Technical Specifications, and Construction Project Plan (STP/PEO),
- And a report on the Tender Documentation.

3. Tranches/Allotment

Not applicable

4. Estimated cost

The estimated cost of the services covered by this consultation is 250,000,000 (two hundred and fifty million) CFA francs, including tax.

5. Estimated completion time

The completion time for the services is six (6) months. This period begins on the date of notification of the service order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this call for tenders is restricted to the following firms:

N°	Shortlisted firms	Adresses
1	ETS SPACE VITAL	B.P: 7211 Yaoundé, Tel : 677 67 17 17
2	FISCAGEST CONSULTING & CONTRACTOR	B.P: 5545 Yaoundé, Tél : 699 89 40 49
3	CABINET D'ARCHITECTURE EPOUNE/EDRAC-ASSISTANCE SARL	B.P: 16 495 Yaoundé, Tél : 675 565 019

7. Funding

The services covered by this consultation will be funded from the budget of the Standards and Quality Agency for the 2025 financial year, ACCOUNT: 59-39-004-01-01-02-000006/21110.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond stamped at the current rate, paid by cash, issued by an organisation or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public contracts, with a value of 5,000,000 CFA francs. CFA and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC). Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the bid. A tender bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as absent. The tender bond presented by a tenderer during the opening of bids shall be inadmissible.

10. Consultation of the Consultation File

The Consultation File (DC) may be consulted during office hours at the ANOR General Headquarters (Administration and Finance Department, Contracts and Procurement Service) located at Bastos, Former World Bank Building, P.O. Box 14966, Yaoundé, Tel/fax: 222 20 63 68, as soon as this notice is published. It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

Not Applicable

12. Submission of bids

The bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 3:30 p.m. on 24 June 2025. A backup copy of the bid saved on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'Backup copy', in addition to the above information, within the specified time limit. File size and format. The maximum sizes of the documents that will be transmitted via the platform and will constitute the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the administrative file;
- 15 MB for the technical bid;
- 5 MB for the financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

The candidate shall use compression software to reduce the size of the files to be transmitted, if necessary.

**"CONSULTATION No. IC/ANOR/DG/CIPM/CCCM-BEC/2025 OF 16 MAY 2025 FOLLOWING
MUTUAL AUTHORISATION (GRE A GRE) No. 040675/ L/MINMAP/SG/DGMI/DMBEC/AJSL OF 16 MAY
2025 FOR THE CONDUCT OF ARCHITECTURAL AND TECHNICAL STUDIES FOR THE
CONSTRUCTION OF THE HEADQUARTERS OF THE AGENCY FOR STANDARDS AND QUALITY
(ANOR)"**

"To be opened only during the bid-opening session."

13. Admissibility of bids

Administrative documents, technical bids, and financial bids must be placed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes. The following will not be accepted by the Project Owner:

- bids bearing information about the identity of the bidders,
- Bids received after the deadline for submission.
- bids without any indication of the identity of the consultation;
- Bids that do not comply with the submission procedure;
- failure to comply with the number of copies specified in the RPDC or bids submitted in copies only;

Any bid that is incomplete by the requirements of the consultation file will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the models of the documents in the consultation file, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A tender

bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as missing. A tender bond presented by a tenderer during the opening of tenders shall be inadmissible.

14. Opening of Bids

The opening of bids will take place in two stages:

The opening of administrative documents and technical bids will occur on **26 June 2025 at 1 p.m.** by the ad hoc committee. Only the financial bids of tenderers who have achieved a qualifying technical score of 70 out of 100 points will be opened by the same committee in the same room at a later date, after the results of the technical evaluation have been published.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single person of their choice who has been duly authorised, even in the case of a consortium.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in original or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, as stipulated in the Special Regulations of the Consultation File. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file at the opening of the bids after a period of 48 hours granted by the committee, the tender will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1 Elimination criteria

These include:

- Failure to provide a bid bond at the opening of bids;
- Failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that is deemed non-compliant or missing (except for the bid bond);
- False declarations, fraudulent manoeuvres, or falsified documents ;
- A technical score of less than 70 points out of 100;
- Failure to provide a sworn statement of non-abandonment of contracts during the last three years;
- Failure to provide a quantified unit price in the financial offer;
- The absence of an element of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE);
- The absence of a dated and signed integrity charter.
- The absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses.

15.2 Essential criteria

Technical bids will be evaluated on a scale of one hundred (100) points according to the essential criteria, which will include, for information purposes:

- The general presentation of the bid,

- The bidder's references in the performance of similar services,
- The proposed methodology is in line with the TOR,
- Qualifications and competence of experts,
- Solvency and financial capacity,
- The necessary equipment.

N.B:

Any public official listed among the staff of a bidder who has not submitted all the documents required to justify their release from the Administration will be considered invalid.

16. Award

The Project Owner or Delegated Project Owner will award the contract to the bidder submitting the bid that is evaluated as the best based on a combination of technical, financial, and/or aesthetic criteria.

17. Maximum number of lots

Not applicable

18. Validity period of tenders

Tenderers shall remain bound by their tenders for 60 days from the initial deadline for submission of tenders.

19. Further information

Additional information can be obtained during business hours from the Administration and Finance Department, Contracts and Procurement Service, Bastos Former World Bank Building, Door R4, PO Box 14 966.

20. Anti-corruption and anti-malpractice measures

To report any corrupt practices, acts, or deeds, please call CONAC on 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the

General Manager

Copies:

- MINMAP
- ARMP (for archiving)
- DG/ANOR
- President of CIPM-ANOR
- Presidents of CCCM-BEC
- Chrono display

